

unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 LORIENT

LORIENT, le 09/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV Ouest

Parc Edonia - Bâtiment T
Rue de la Terre Adélie - CS 86820
35760 Saint-Grégoire

Références :

Code AIOT : 0005503729

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2023 dans l'établissement SUEZ RV Ouest implanté Branguily 56920 Gueltas. L'inspection a été annoncée le 12/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Ouest
- Branguily 56920 Gueltas
- Code AIOT : 0005503729
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV OUEST bénéficie d'un arrêté préfectoral du 20 novembre 2013 l'autorisant à exploiter l'ISDND de GUELTAS jusqu'en mars 2027.

Sa capacité annuelle de réception est de 195 000 tonnes/an et sa capacité maximale de stockage autorisée est de 4 800 000 m3.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle des déchets entrant
- Traçabilité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Contrôle Vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-III	/	Sans objet
6	Contrôle Vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-III	/	Sans objet
12	Déchets admissibles	Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 IV 1°	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle Vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-II	/	Sans objet
2	Contrôle Vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-II	/	Sans objet
3	Contrôle Vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-II	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Contrôle Vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-III	/	Sans objet
7	Contrôle Vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-IV	/	Sans objet
8	Contrôle Vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-IV	/	Sans objet
9	Contrôle Vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-IV	/	Sans objet
10	Contrôle Vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-IV	/	Sans objet
11	Contrôle Vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-V	/	Sans objet
13	Déchets admissibles	Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 IV 2°	/	Sans objet
14	Traçabilité	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet
15	Traçabilité	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les nouvelles obligations réglementaires en matière de traçabilité numérique des déchets sont mises en place conformément à ce qui est prévu par la réglementation. L'enregistrement vidéo des déchargements dans l'installation de stockage des camions est en place et permet de visualiser les déchets mis en stockage. Concernant les obligations de caractérisation par le producteur de certains déchets mis en stockage, il est rappelé que pour les producteurs concernés, la caractérisation doit être réalisée bien qu'une phase d'expérimentation soit en cours afin d'expérimenter de nouveaux protocoles et d'harmoniser les pratiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-II
Thème(s) : Risques chroniques, dispositif
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes
Constats : Un système de plusieurs caméras de contrôles est installé sur le site. Une caméra est située à l'entrée du site au niveau de la pesée et enregistre la plaque d'immatriculation des véhicules entrant. Deux caméras sont situées en hauteur au niveau des quais de déchargement et enregistrent le déversement des déchets dans l'installation de stockage. L'exploitant a indiqué avoir mis en place le système d'enregistrement depuis le mois de juin 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-II
Thème(s) : Risques chroniques, dispositif
Prescription contrôlée : Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;
Constats : Le visuel des caméras situées en hauteur par rapport au déchargement permet de visualiser les déchets qui sont déversés au niveau des 2 quais de déchargement. Un examen par sondage de l'enregistrement a permis de constater le bon enregistrement vidéo des camions sur le site. A noter qu'il peut parfois être difficile de faire le lien entre le camion filmé à l'entrée du site et ce même camion qui déverse les déchets un peu plus tard car il peut se produire un petit laps de temps entre ces deux étapes et que plusieurs camions peuvent intervenir en même temps. Néanmoins sur les 2 parties de vidéos contrôlées par sondage, le lien a pu être réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-II
Thème(s) : Risques chroniques, dispositif
Prescription contrôlée : Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin
Constats : La caméra située à l'entrée du site enregistre la plaque d'immatriculation située à l'arrière des véhicules. Un examen par sondage a permis de vérifier cet enregistrement et la lisibilité des plaques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-III
Thème(s) : Risques chroniques, information/dispositif
Prescription contrôlée : La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima : «-le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ; «-la finalité du traitement installé ; «-la durée de conservation des images ; «-le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ; «-le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que «-la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.
Constats : Une affichette est présente sur le bâtiment d'accueil côté entrée et côté accueil des transporteurs. Elle reprend l'ensemble des éléments prévus par la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-III
Thème(s) : Risques chroniques, information/dispositif
Prescription contrôlée : L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'une présentation a été réalisée lors d'une réunion du comité social économique (CSE). L'exploitant n'a pas pu indiquer lors de l'inspection si une information individuelle des salariés avait été réalisée conformément à ce qui est prévu par la réglementation. Il convient que l'exploitant précise les mesures d'informations réalisées ou dans le cas contraire prévues à l'intention des salariés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-III
Thème(s) : Risques chroniques, information/dispositif
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation
Constats : Lors du contrôle, l'exploitant ne savait pas si une information avait été réalisée notamment auprès des entreprises de transport intervenant sur le site. Il convient que l'exploitant présente les actions réalisées ou prévues pour répondre à cette prescription.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-IV
Thème(s) : Risques chroniques, indisponibilité
Prescription contrôlée : Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé

<p>d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année,</p> <p>Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.</p> <p>Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient un journal d'indisponibilité des caméras d'enregistrement. Les indisponibilités recensées sont ponctuelles et de quelques heures seulement. L'exploitant est immédiatement informé notamment en cas de coupure d'électricité et d'arrêt de l'enregistrement, car le visuel en direct des caméras du site n'est alors plus possible non plus. La durée totale d'indisponibilité de l'enregistrement des caméras était bien inférieure à 20 jours sur l'année écoulée, le jour de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Contrôle Vidéo

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Information / données</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visualisation de parties d'enregistrements par sondage a montré que les données sur la date et l'heure des enregistrements étaient bien présentes sur les enregistrements ainsi que l'identification de la caméra concernée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Contrôle Vidéo

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Information / données</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun enregistrement sonore n'est associé à la vidéo. Les caméras sur les quais prenant les images dans haut, les visages des personnes ne sont pas visibles côté quais de déchargement. La caméra de l'entrée présente un floutage fixe hors de la zone où se situe la plaque d'immatriculation du</p>

véhicule entrant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Conservation
Prescription contrôlée : Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.
Constats : Les caméras étant en fonctionnement depuis plus d'un an, l'inspection a pu constater que les données d'enregistrement datant de plus d'un an n'étaient pas disponibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-V
Thème(s) : Risques chroniques, Accès
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes.
Constats : Quatre personnes disposent de l'accès aux enregistrements. L'habilitation des personnes disposant des codes d'accès aux enregistrements n'est pas formalisée. L'accès aux enregistrements se fait au travers de l'utilisation d'un mot de passe et d'un identifiant pour en sécuriser l'accès.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 IV 1°
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure
Prescription contrôlée : IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrant. Cette procédure comporte notamment :

1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;

Constats :

Une procédure est mise en place par l'exploitant sur le contrôle des déchets entrant (procédure du 28/03/23 V3) qui prévoit le remplissage d'un certificat numérique par le producteur des déchets lorsqu'il est concerné par cette obligation. L'obligation de caractérisation matière n'est pas encore demandée par la procédure de l'exploitant. L'exploitant a indiqué qu'une période d'expérimentation des protocoles de caractérisation est en cours en lien avec le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (MTES) et que la caractérisation matière ne serait exigée qu'à partir du 1^{er} janvier 2024.

Sur le site internet du MTES à la page concernant les conditions de l'élimination des déchets non dangereux est mis en ligne une foire aux questions (FAQ). Cette FAQ précise que « la période d'expérimentation mise en place vise à tester les « modèles » mis à disposition sur le site du ministère, et/ou à expérimenter des solutions alternatives judicieuses pour répondre aux exigences de la réglementation. Il ne s'agit pas d'un report de délai dans la mise en œuvre des obligations, mais de l'instauration d'une souplesse dans les modalités d'application des nouvelles obligations ».

Il convient que l'exploitant fasse évoluer ses procédures sur les conditions d'admission en ce qui concerne l'obligation de rapport annuel de caractérisation du producteur de déchets lorsqu'il est concerné par cette obligation de caractérisation.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3.IV 2°

Thème(s) : Risques chroniques, Procédure

Prescription contrôlée :

IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrant.

Cette procédure comporte notamment :

2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.

Constats :

La dernière mise à jour de la procédure de contrôle des déchets entrant est datée du 27/06/23

(V4). Cette procédure prévoit un contrôle visuel du chargement au moment de la pesée via une caméra située en hauteur. Ce contrôle n'est réalisé que pour les camions munis d'un filet. Les camions munis d'une bâche type camions à fonds mouvants alternatifs (FMA) ne font pas l'objet d'un contrôle visuel en entrée de site du fait de l'absence de visibilité sans démontage de la bâche. Lors du vidage, au niveau des quais, un nouveau contrôle visuel est réalisé via les caméras de contrôle installées dans le cadre des dispositions prévues par la loi AGECE.

L'exploitant a présenté le relevé des anomalies. Dans les dernières anomalies enregistrées, une anomalie concernait la réception d'un camion contenant plus de 30% de cartons en proportion qui avait fait l'objet d'un refus en entrée de site et d'un retour au producteur de déchets.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45

Thème(s) : Actions nationales 2023, utilisation de Trackdéchets

Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Constats :

L'exploitant a indiqué utiliser l'application Trackdéchets pour la gestion des déchets dangereux, ce que confirme la consultation de l'interface inspection de l'application. L'exploitant a présenté son interface Trackdéchets le jour de l'inspection.

Quelques bordereaux dématérialisés ont été émis concernant la production de déchets de type bidons et fûts vides en petites quantités.

Quelques producteurs de déchets utilisent Trackdéchets pour les déchets non dangereux mis en stockage.

Les bordereaux de déchets dangereux entrant concernent des déchets d'amiante liés qui sont mis en stockage de casier amiante sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43

Thème(s) : Actions nationales 2023, utilisation du Registre national

Prescription contrôlée :

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a indiqué que les données concernant les déchets relatifs à l'installation de stockage et les déchets sortant du statut de déchets sur le site (cas du bois non traité broyé sur site dit bois A) faisaient l'objet d'un enregistrement dans le registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS) comme prévu par la réglementation. La bascule des données est réalisée de façon journalière et automatique dans le registre national numérique à partir des données enregistrées en local au niveau de la pesée, exceptée pour les déchets faisant l'objet d'une sortie de statut de déchets sur site. Pour ceux-là les données sont rentrées manuellement par l'exploitant.

Un examen par sondage sur une entrée a permis de vérifier que l'enregistrement dans le registre correspondait aux images visualisées sur l'enregistrement vidéo.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet